



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



69864

Distr.:
LIMITÉE

E/ECA/TRADE/19
27 mai 1984

Français
Original : Anglais

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Séminaire à l'intention des pays de l'Afrique
de l'Est et de l'Afrique australe sur le
commerce et la coopération économique avec
les pays socialistes de l'Europe orientale

Nairobi (Kenya), 27-29 septembre 1984

ETUDE SOMMAIRE SUR LES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES
ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT D'AFRIQUE ET
LES PAYS SOCIALISTES D'EUROPE ORIENTALE

(Note du secrétariat de la CEA)

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1-3	1
II. STRUCTURE DES ECHANGES DE L'AFRIQUE	4-21	1
a) Tendances générales	4-14	1
b) Tendances des échanges Est-Sud	15-21	
III. PRINCIPAUX PROBLEMES AUXQUELS SE HEURTENT LES RELATIONS COMMERCIAUX ET ECONOMIQUES	22-39	6
a) Problèmes conceptuels et politiques	22-31	6
b) Problèmes techniques	32-38	9
c) Problèmes de règlement	39	10
IV. MESURES PROPOSEES POUR RESOUDRE LES PROBLEMES IDENTIFIES	40-52	11
V. PERSPECTIVES DE COOPERATION DANS D'AUTRES DOMAINES ECONOMIQUES	53-56	14
VI. LE ROLE DU SECRETARIAT DE LA CEA	57-71	16

I. INTRODUCTION

1. La présente étude a pour objet de donner un bref aperçu des structures commerciales aux fins de la promotion des échanges et des relations économiques entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale. L'Afrique vit dans un monde où elle doit s'adapter aux réalités de l'interdépendance internationale sur le plan économique et social.

2. C'est dans ce contexte qu'il convient d'examiner la tentative de l'Afrique de promouvoir et de développer ses échanges et ses relations économiques avec des partenaires non traditionnels. C'est également dans ce contexte qu'il faut étudier l'évolution du développement de l'Afrique et faire le point des nombreux facteurs qui ont contribué à ce que l'on peut appeler le sous-développement du continent. La recherche de remèdes doit tenir compte en particulier des facteurs et des ressources internes.

3. La coopération économique et les échanges internationaux du point de vue mondial ne sont considérés, par la plupart des partenaires, que comme un supplément nécessaire. Néanmoins, la région africaine diffère des autres régions du monde parce qu'elle est davantage tributaire du commerce extérieur. Par exemple, en 1970, les exportations et les importations de l'Afrique représentaient 20 p. 100 du PIB de la région. Des chiffres correspondants pour les pays en développement à économie de marché, pris dans leur ensemble, étaient de 14 p. 100 et de 15 p. 100 respectivement et, pour les pays développés à économie de marché, d'environ 10,5 p.100.

II. STRUCTURE DES ECHANGES DE L'AFRIQUE

a) Tendances générales

4. Des chiffres susmentionnés il est possible de déduire à quel point les flux commerciaux internationaux influent sur la structure de l'économie des pays africains. Il s'ensuit que tout phénomène d'instabilité économique dans un domaine donné, que ce soit le domaine monétaire, financier ou commercial, se répercute inévitablement sur les autres groupes de pays. L'Afrique n'est donc plus la seule région qui souffre de tous les problèmes de l'instabilité internationale, mais elle reste néanmoins celle qui en souffre le plus. Il appartient donc à tous les groupes des pays de restructurer leurs échanges et leurs relations de coopération économique afin d'en faire les instruments d'une croissance et d'un développement stables.

5. L'Afrique n'a malheureusement pas su tirer parti du commerce en tant que stimulant de la croissance économique et du développement. Un certain nombre de facteurs sont à l'origine de cette situation et le principal objectif d'une participation accrue de l'Afrique aux échanges internationaux^{est} d'atténuer ces facteurs.

6. Certains de ces facteurs sont économiques, d'autres sont politiques ou historiques. La presque totalité des pays africains en développement ont, à un moment ou à un autre, été soumis à la domination coloniale. Ce n'était pas un hasard que, pendant l'époque coloniale, l'économie des pays coloniaux était chargée de produire des matières premières à l'intention des industries des pays métropolitains et constituait un marché pour les produits manufacturés fabriqués dans ces derniers. Ainsi, l'économie des pays coloniaux était structurée de façon à produire des produits primaires et à consommer des articles manufacturés. En conséquence, la structure du commerce de l'époque post-coloniale, du point de vue de sa direction et de ses modalités, tendait, dans l'ensemble à être orienté vers les anciens pays métropolitains et bon nombre des produits primaires exportés par les pays africains sont sujets aux fluctuations des prix mondiaux et à l'instabilité de la demande dans les pays développés à économie de marché. Les pays en développement se heurtent à de graves problèmes qui résultent de la réduction de leurs recettes d'exportation. Une instabilité de cette nature augure mal pour l'accélération du développement économique et social.

7. Comme il ressort du tableau I, la plupart des exportations de l'Afrique consistent essentiellement en produits primaires (produits alimentaires, boissons et tabac, matières premières non traitées et combustibles minéraux). La part de ces produits, dans le total de la région, représentait en 1967 ^{plus} de 93 p. 100 et est passé en 1982 à environ 95 p. 100, essentiellement par suite de la hausse des prix d'exportation du pétrole entre 1974 et 1979. Les données qui figurent dans le même tableau font apparaître que les produits manufacturés jouent en Afrique un rôle mince dans la structure des exportations de la région. La part des produits manufacturés était d'environ 6,5 p. 100 en 1967 et est tombée en 1982, à 4,7 p. 100.

8. Il y a eu un certain nombre de changements fondamentaux dans le secteur des produits primaires. Par exemple, en 1977, les produits primaires autres que les combustibles minéraux représentaient plus de 67 p. 100 des exportations totales. Par ailleurs, la part des combustibles minéraux (pétrole) est passée de 26 p. 100 en 1967 à environ 67 en 1982. Deux facteurs interdépendants sont responsables de ce changement de structure dans le secteur des produits primaires.

9. Tout d'abord, exprimé en dollars des Etats-Unis, le prix du pétrole, en prix courant, a été multiplié par 19; en prix constant de 1982, il a plus que sextuplé ^{1/}. Par contre, les prix des produits primaires ont souffert de fluctuations constantes et ont accusé une baisse progressive par rapport à ceux du pétrole et des produits manufacturés importés.

^{1/} Banque mondiale, Tendances du commerce et des prix des produits de base, 1983-1984.

10. Face à l'augmentation des prix du pétrole, les pays développés à économie de marché, qui absorbent plus de 80 p. 100 des exportations de l'Afrique, ont adopté des mesures d'austérité pour sauvegarder leur propre économie. Puisqu'ils enregistraient une baisse de leur croissance économique la demande de produits primaires a diminué. Cette baisse de la demande sur les principaux marchés s'est directement traduite par une baisse des exportations et, partant, des recettes d'exportation des pays africains producteurs et exportateurs des produits primaires.

11. Les données qui figurent dans le tableau 2 font clairement apparaître la structure et la direction des exportations de l'Afrique au cours de la période allant de 1967 à 1982. Le tableau 3 offre des renseignements supplémentaires non seulement sur la part du marché d'importation mais également sur la composition des importations par marché de destination. Les importations des pays socialistes d'Europe orientale en provenance de l'Afrique sont les plus faibles. Elles sont même plus faibles que celles en provenance des autres régions en développement. Elles accusent même une tendance à la baisse. L'évolution des exportations de l'Afrique à destination des autres pays en développement est plutôt encourageante. La part des exportations de l'Afrique vers les autres pays en développement est passée de 4,6 p. 100 des exportations totales en 1967 à 11 p. 100 en 1982.

12. Les importations de l'Afrique se composent essentiellement d'articles manufacturés qui représentaient, en 1970, 76 p. 100 des importations totales mais sont tombées, en 1982, à 66,5 p. 100. Une part importante de ces importations représentait des articles manufacturés, des machines et du matériel de transport. Considérés ensemble, ils représentaient environ 31 p. 100 des importations africaines de produits primaires et de pétrole qui ont augmenté par rapport aux importations d'autres produits. La part des produits primaires et des matières premières est passée de 12,5 p. 100 en 1970 à 14,5 p. 100 en 1982 en raison, essentiellement, de l'accroissement des importations des produits alimentaires à la suite de catastrophes naturelles, notamment la sécheresse et la désertification. Les données qui figurent dans le tableau 4 font apparaître que la part des importations agricoles a plus que doublé, passant de 4,7 p. 100 en 1970 à près de 10 p. 100 en 1982. Cet accroissement ne traduit pas tant une augmentation du volume de ces importations mais plutôt les prix plus élevés payés pour un accroissement plutôt faible du volume des importations.

13. En ce qui concerne l'origine géographique des importations, celles-ci provenaient essentiellement des pays développés à économie de marché, qui ont fourni plus de 77 p. 100 des importations totales de l'Afrique en 1970 et 75 p. 100 en 1982. En ce qui concerne la composition des importations, il s'agissait essentiellement de produits alimentaires, en particulier de céréales, de matières brutes, de divers produits manufacturés ainsi que de fer et d'acier. Les autres importations en provenance des pays développés à économie de marché, notamment des machines et du matériel

de transport, des produits chimiques, des filés et des tissus, en particulier des vêtements, ont enregistré une tendance à la baisse au cours de cette même période.

14. Les importations en provenance des pays à économie planifiée et même celles en provenance d'autres pays africains ont baissé. Comme indiqué plus haut, les importations en provenance d'autres pays en développement ont considérablement augmentées passant de 7,3 p. 100 en 1970 à 14,6 p. 100 en 1982.

b) Tendance des échanges Est-Sud

15. Les tableaux 6 et 7 donnent un aperçu de la structure des échanges de l'Afrique avec les pays socialistes d'Europe orientale. Il apparaît clairement que si la part de l'Afrique dans les exportations de produits primaires, à l'exception du pétrole, à destination de ces pays était de plus de 75 p. 100 en 1970, elle est tombée à moins de 30 p. 100 en 1982. Cette situation est due au fait que la part des exportations de pétrole a augmenté pour passer de 4 p. 100 en 1970 à 66 p. 100 en 1982. La part des autres exportations, notamment d'articles manufacturés et de produits chimiques, a également baissé au cours de la même période.

16. Par contre, la structure des importations africaines en provenance des pays socialistes d'Europe orientale fait apparaître une répartition plus uniforme entre les différents groupes de pays que ce n'est le cas des exportations. Une part importante des importations en provenance de ces pays se compose de machines et de matériel. La part des importations de produits primaires autres que les combustibles minéraux en provenance des pays socialistes d'Europe orientale est restée stable, représentant au cours de la période allant de 1970 à 1982 environ 19 p. 100. La part des importations de pétrole est passée de 7,5 p. 100 en 1970 à près de 10 p. 100 en 1982. La part des importations de tous les produits manufacturés (produits chimiques, articles manufacturés divers, machines et matériel de transport) a baissé légèrement, passant de 75 p. 100 en 1970 à 70 p. 100 en 1982. Cette baisse a touché essentiellement les articles manufacturés divers. Néanmoins, la part des importations de machines et de matériel de transport a augmenté, passant de 44,5 p. 100 en 1970 à 46,3 p. 100 en 1982. Cette augmentation est due essentiellement à l'augmentation des livraisons du matériel et des machines nécessaires aux projets de développement exécutés dans le cadre des programmes d'assistance technique bilatérale en Afrique.

17. Le tableau 8 décrit le volume et les tendances des échanges des pays en développement d'Afrique avec les pays socialistes d'Europe orientale. Bien que le commerce de l'Afrique avec ce groupe de pays soit récent (il a commencé après l'accession à l'indépendance politique de la plupart des pays africains), il a accusé une tendance dynamique à la hausse. De 1960 à 1970 les exportations de l'Afrique à destination des pays socialistes d'Europe orientale ont augmenté de

260 p. 100 tandis que ses importations en provenance du même groupe de pays se sont accrues de 415 p. 100 au cours de la même période. Néanmoins, ces pourcentages doivent être considérés par rapport à leur "base zéro". De même, de 1970 à 1980, les exportations de l'Afrique à destination des pays socialistes d'Europe orientale ont augmenté ^{de} 341 p. 100 tandis que ses importations augmentaient de 430 p. 100. La balance commerciale de l'Afrique avec les pays socialistes a été dans l'ensemble déficitaire au cours de la période considérée parce que les importations se sont accrues à un rythme plus rapide que les exportations. Au cours de la période 1962-1972, le déficit s'est également creusé et, de 1972-1982, il a plus que décuplé.

18. La part des exportations de l'Afrique à destination des pays socialistes d'Europe orientale, exprimée en tant que pourcentage des exportations totales de l'Afrique, n'a accusé qu'une augmentation marginale, passant de 4,8 p. 100 en 1958 à 6,8 p. 100 en 1972. Par la suite, elle a accusé une tendance à la baisse, atteignant, 9 p. 100 en 1980 pour monter à 5 p. 100 en 1982. La part des importations en provenance des pays socialistes d'Europe orientale, exprimée en tant que pourcentage des importations totales de l'Afrique, a augmenté de 1958 en 1972, passant de 3,8 p. 100 à 8,4 p. 100, pour tomber à 4,4 p. 100 en 1976. Néanmoins, il y a eu, par la suite, à nouveau une tendance à la hausse, la part des importations atteignant 6 p. 100 en 1982.

19. Les tableaux 9 et 10 font apparaître la participation de chaque groupe de pays dans le commerce extérieur de l'autre. La participation relative exprimée en pourcentage figure au tableau 10.

20. La participation de chaque groupe de pays dans le commerce extérieur de l'autre a diminué. Il y a toutefois quelques exceptions à cette tendance. La part de l'Afrique dans les exportations de produits alimentaires, de boissons et de tabac à destination des marchés des pays socialistes d'Europe orientale est passé de 3,3 p. 100 en 1972 à 6,3 p. 100 en 1980. Comme il était à prévoir, la crise alimentaire que traverse l'Afrique a entraîné une baisse de la part des exportations de produits alimentaires, de boissons et de tabac vers les pays socialistes d'Europe orientale. Une autre tendance que l'on peut observer est la baisse des importations de machines et de matériel en provenance des pays socialistes de l'Europe orientale au cours de la période considérée.

21. Comme indiqué plus haut, ce n'est que récemment que l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale ont commencé à commercer. Cela explique peut-être le volume relativement faible de ces échanges malgré une très nette tendance à la hausse. Ces échanges ne concernent toutefois qu'un nombre limité de pays. De même, les exportations de l'Afrique ne consistent, dans l'ensemble, qu'en produits primaires tandis que ses importations se composent essentiellement d'articles manufacturés.

Cet aspect des échanges entre les deux groupes de pays s'explique par des problèmes de transport et de communication, l'absence de facilités de paiement et de crédit et des différences dans les régimes politiques. Néanmoins, quelques pays nord-africains ont développé leur commerce avec les pays socialistes en raison de leur proximité géographique. De même, les pays africains qui ont des régimes sociaux et politiques à orientation socialiste participent davantage que les autres au commerce Est-Sud.

III. PRINCIPAUX PROBLEMES AUXQUELS SE HEURTENT LES RELATIONS COMMERCIAUX ET ECONOMIQUES

a) Problèmes conceptuels et politiques

22. L'objectif principal que vise l'Afrique dans sa recherche d'une diversification de ces échanges du point de vue géographique et des produits, en particulier entre l'Afrique, d'une part, et les pays socialistes de l'Europe orientale et les autres pays en développement d'autre part, est de stabiliser son économie. En outre, l'Afrique cherche à faire en sorte que ses échanges, en particulier ses exportations, qui jusqu'ici ont été essentiellement orientées vers les pays développés à économie de marché, soient axés, maintenant, également sur des marchés potentiels non encore exploités. Le commerce de l'Afrique avec les pays développés à économie de marché, en particulier ceux d'Europe occidentale, a été soumis à des politiques qui, dans de nombreux cas, empêchent l'Afrique de tirer le maximum de parti de ses avantages comparatifs et de la division internationale du travail. La hausse sans précédent des prix du pétrole enregistrée en 1974 et en 1979 a entraîné une tendance économique à la baisse dans les pays développés à économie de marché dont certains ont même enregistré un taux de croissance économique négatif. Ainsi, les récessions de 1974-1975 et celles de 1979 à 1984 ^{2/} ont entraîné une baisse de la demande et des prix des principales matières premières qui représentent le gros des exportations africaines. La crise économique traversée par les pays occidentaux a eu des répercussions extrêmement négatives sur l'économie des pays africains.

23. Les pays africains ont, individuellement et collectivement décidé de résoudre ces problèmes. Ils sont résolus à diversifier la structure géographique de leurs échanges avec les autres groupes de pays développés. En d'autres termes, ils souhaitent promouvoir et développer leurs échanges et leurs relations économiques avec les pays socialistes d'Europe orientale.

^{2/} Il n'est pas encore clair si l'économie mondiale a une reprise permanente en 1984/85.

24. Néanmoins, il y a un certain nombre de problèmes qui font obstacle à la réalisation de cet objectif et qui doivent être résolus dans le domaine des échanges et la coopération économique entre l'Est et le Sud. Il s'agit notamment de problèmes idéologiques et historiques et de la rivalité Est-Ouest, auxquels il convient d'apporter des solutions, notamment en ce qui concerne les échanges et relations économiques entre l'Est et le Sud. Ainsi, les problèmes qui entravent le commerce et la coopération économique entre les deux régions revêtent avant tout un caractère conceptuel et politique.

25. Aux différentes sessions de la CNUCED et dans d'autres instances, on s'est attaché à définir le cadre conceptuel et les problèmes que cela pose en ce qui concerne les échanges et la coopération économique entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale. Par exemple, la résolution 95(IV) adoptée par la CNUCED à sa quatrième session tenue à Nairobi en 1976 représentait une des présentations les plus complètes et systématiques des questions qui intéressent la coopération entre les deux régions. Cette démarche s'est poursuivie lors de la cinquième session de la CNUCED tenue à Manille et, ensuite, à sa sixième session. Les documents consacrés à la question contiennent également un résumé des principaux problèmes qui se posent ainsi que des propositions qui restent valables aujourd'hui 3/.

26. Le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a, depuis la session de Manille, continué à servir de cadre aux négociations de développer les échanges et les relations économiques entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents. Néanmoins, les résultats ont été plutôt décevants. On avait espéré qu'à la sixième session la CNUCED tenue à Belgrade en 1983, d'importants progrès seraient enregistrés en ce qui concerne les questions restées en suspens lors des négociations précédentes au sein du Conseil du commerce et du développement. Dans sa décision 276 (XXVII), adoptée à sa vingt-septième réunion, le Conseil du commerce et du développement a prié le Secrétaire général de la CNUCED de réunir un groupe d'experts chargé de réexaminer les questions et de formuler de nouvelles recommandations sur la façon de sortir de l'impasse.

27. Les pays socialistes d'Europe orientale ont maintenu que les puissances occidentales ayant colonisé et dominé les pays en développement, c'était à elles qu'il appartenait d'assumer la responsabilité de tirer ces derniers de leurs malaises économiques. Cet argument est avancé depuis si longtemps que même les pays en développement les plus sympathiques à l'égard des pays socialistes d'Europe orientale le considèrent essentiellement comme une façon, pour ces derniers, de ne pas assumer leurs responsabilités.

3/ TD/280 (CNUCED VI), TD/243 (CNUCED V) et TD/193, suppl. 1, 2, 3, 4 et 5 (CNUCED IV) à lire conjointement avec les résolutions pertinentes adoptées par la CNUCED à ses quatrième, cinquième et sixième sessions.

28. L'argument fondamental mentionné ci-dessus est sans grande importance dans le contexte actuel. La plupart des pays africains qui se prononcent en faveur d'un accroissement des échanges et de la coopération économique avec les pays socialistes d'Europe orientale sont indépendants depuis plus de deux décennies. En d'autres termes les pays africains exercent leur souveraineté sur leurs affaires économiques depuis plus de vingt ans et, en conséquence, les anciennes puissances coloniales ne peuvent être tenues comme seules responsables des problèmes économiques, politiques et sociaux auxquels se heurtent actuellement les pays africains. On ne peut demander à des parents d'embrasser l'entière responsabilité des problèmes économiques et sociaux que connaît un de leurs enfants devenu adulte. Toute société a le droit et la responsabilité naturels d'atténuer les problèmes que rencontrent l'un quelconque de ses membres. En conséquence, les problèmes des relations commerciales et économiques entre l'Est et le Sud ne devraient pas être ignorés en avançant le prétexte de l'histoire coloniale. Ils devraient, plutôt, être résolus ensemble par les pays socialistes d'Europe orientale et les pays africains compte tenu de la compréhension qu'ils ont, chacun, des problèmes et intérêts de l'autre.

29. De même, en ce qui concerne les objectifs quantitatifs en matière d'aide financière, les pays africains devraient continuer à faire appel aux pays socialistes d'Europe orientale pour qu'ils accélèrent leur assistance financière afin d'atteindre avant la fin des années 80 l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB au titre de l'assistance publique au développement (APD) fixé dans le cadre de la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il faudra faire entendre raison aux pays socialistes d'Europe orientale et les persuader de ne pas continuer à prétendre qu'ils ont déjà atteint cet objectif. Cet argument ne tiendrait que si ces pays révélaient les données sur lesquelles ils fondent leurs calculs.

30. Les pays africains membres du Groupe des 77 ont déjà invité les pays socialistes d'Europe orientale à adopter des mesures propres à rendre opérationnel le Fonds spécial de la Banque internationale d'investissement, afin que les ressources dont il dispose permettent aux pays en développement d'identifier et de financer, directement ou par l'intermédiaire des banques régionales de développement, des projets nationaux, sous-régionaux et régionaux. Certaines des réactions des pays socialistes de l'Europe orientale n'ont pas été jugées satisfaisantes par les pays en développement, sans parler du temps qu'ils prennent à donner des explications.

31. Il s'agit là de quelques-unes des raisons pour lesquelles bon nombre des pays africains continuent à commercer avec les pays développés à économie de marché. En d'autres termes, les pays socialistes d'Europe orientale ne devraient ménager aucun effort pour définir leur position sur ces questions importantes.

b) Problèmes techniques

32. L'expérience acquise par l'Afrique dans le domaine du commerce et de la coopération économique avec d'autres régions, exception faite de ses partenaires traditionnels, est encore limitée. Ses rapports avec les pays socialistes d'Europe orientale sont relativement récents et il convient de faire des efforts considérables pour les développer de façon appropriée. Les problèmes qui tiennent aux différences dans les systèmes sociaux et économiques appellent également des décisions, des mesures et des accords précis si l'on veut que ces rapports se développent.

33. Les problèmes techniques que l'on rencontre dans ce domaine appartiennent en général à trois catégories différentes. Les premiers concernent le cadre institutionnel, notamment les accords commerciaux, leur portée, leur contenu et leur pertinence eu égard aux objectifs de développement de l'Afrique. L'Afrique a acquis au fil des ans une certaine expérience en ce qui concerne toute une gamme d'accords et leurs mérites relatifs. Il y a des domaines dans lesquels les responsables africains qui négocient avec les partenaires des pays socialistes d'Europe orientale devraient être mieux préparés. Il convient de faire des efforts particuliers en vue de constituer un cadre de négociateurs extrêmement compétents, au fait de la complexité des marchés non traditionnels et capables de défendre leur position face à leurs partenaires d'Europe orientale. Cela nécessite des programmes de formation et les deux parties devraient contribuer à la réalisation de cet objectif.

34. Un deuxième facteur responsable du faible niveau des échanges entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale est l'influence que continue à exercer l'héritage historique. Les structures de la consommation et de la production en Afrique favorisent les fournisseurs et les styles traditionnels. L'accession à l'indépendance n'a pas automatiquement entraîné l'abandon des vieilles habitudes en matière de consommation et de production acquises lors de l'époque coloniale. Jusqu'à récemment, les africains connaissaient mal les produits des pays socialistes d'Europe orientale. La propagande occidentale a également contribué à décourager les Africains à consommer des produits de marque inconnue. De même, les pays socialistes d'Europe orientale connaissaient mal les conditions du marché qui prévalaient dans la plupart des pays africains et ils ne pouvaient donc adapter la qualité de commercialisation et d'après-vente des pays socialistes laissent dans l'ensemble, également, à désirer.

35. Un troisième facteur qui entrave la croissance des échanges entre les deux groupes de pays est l'insuffisance des réseaux de transport et de communication. L'absence de liaisons directes entre les deux groupes et les grandes distances qui les séparent non seulement réduisent les possibilités commerciales mais également accroissent les coûts de transport, ce qui rend les produits moins compétitifs.

36. Cet aspect de la question est d'autant plus important que les produits primaires de l'Afrique sont livrés en vrac et que leur valeur unitaire est faible. Les coûts de transport élevés qui viennent s'y ajouter découragent les nouveaux acheteurs dans les pays socialistes d'Europe orientale.

37. Un autre facteur dont il faut tenir compte est que le commerce des pays socialistes d'Europe orientale est tributaire, dans une large mesure, de leurs plans nationaux. La stabilité des fournitures revêt également une importance primordiale. Les pays socialistes ne sont pas en mesure de faire des projets précis en la matière parce que la production agricole africaine a été entravée par des conditions climatiques peu favorables et l'absence de politiques des prix agricoles appropriées, ce qui réduit la productivité. L'indice du volume des exportations agricoles de l'Afrique est tombé de 100 en 1967-1971 à 80 en 1978 ^{4/}. La combinaison de ces facteurs tend à réduire le volume des excédents exportables aux pays socialistes d'Europe orientale et il en résulte que ces derniers s'adressent à d'autres sources d'approvisionnement. En fin de compte c'est le volume des exportations de l'Afrique à destination des pays socialistes d'Europe orientale qui en souffre.

38. Il convient de noter que le retard mis à résoudre bon nombre des problèmes susmentionnés a entraîné de pertes pour les deux groupes de pays. Cela a également empêché les deux parties à contribuer à l'établissement du nouvel ordre économique international.

c) Problèmes de règlements

39. Le manque d'informations sur les mécanismes de paiements des institutions des pays socialistes d'Europe orientale a constitué l'un des principaux obstacles au développement et à la croissance des échanges avec de nouveaux partenaires africains. Les problèmes de devises que connaissent les pays africains ont contraint de nombreux pays africains à réduire leurs importations en provenance de pays qui ne sont pas disposés à faire preuve de souplesse. La situation des pays socialistes d'Europe orientale en matière de devises est meilleure que celle de l'Afrique. En outre, le déficit commercial de l'Afrique avec les pays socialistes d'Europe orientale ne fait que se creuser. Les tableaux dans lesquels est analysée la structure des échanges font apparaître que le volume des exportations de l'Afrique a baissé. Cela est dû à l'accroissement des importations de machines et de matériel en provenance de l'Europe orientale pour les projets de développement en Afrique et au fait que les exportations africaines n'ont pas toujours librement accès aux marchés des pays socialistes d'Europe orientale. Ces pays devraient encourager l'achat de produits originaires de pays ou de sous-régions africains pour compenser les déficits. En outre, il ne faudrait ménager aucun effort pour réduire au minimum le recours à des monnaies convertibles pour combler les déficits.

IV. MESURES PROPOSEES POUR RESOUDRE LES PROBLEMES IDENTIFIES

40. En adoptant le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos en avril 1981 ^{5/}, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement africains a défini un plan directeur imprimant une nouvelle orientation à la transformation économique et sociale de l'Afrique. Les deux déconnies qui avaient précédé l'adoption du Plan avaient été caractérisées par la stagnation de la production, une détérioration des balances des paiements à la suite d'une détérioration des termes de l'échange, le renchérissement des biens d'équipement, des pièces de rechange et du matériel, des matières premières servant de facteurs de production, des produits alimentaires (en particulier les céréales) ainsi que des services de commercialisation et d'assurance auxquels sont venus s'ajouter un chômage généralisé et la pauvreté des masses. On s'est également rendu compte que les politiques poursuivies dans le passé n'avaient pas permis de réaliser les objectifs qu'étaient l'autonomie, l'iradication de la pauvreté des masses, la réduction du chômage généralisé et une participation plus équitable des Africains dans les processus internationaux de prise de décisions.

41. Le Plan contient des principes directeurs pour la rostructuration des économies africaines sur la base des deux objectifs que sont l'autonomie nationale et collective et un développement auto-entretenu. Il constitue une approche intégrée qui couvre différentes activités économiques et sociales et tient compte de l'interdépendance de ces activités. Il reconnaît également le rôle que peut jouer l'assistance extérieure pour ce qui est de catalyser les efforts de l'Afrique.

42. La stratégie africaine dans les domaines du commerce et des finances fait donc partie intégrante du Plan d'action de Lagos et de la Stratégie de Monrovia qui l'avait précédée. En conséquence, les activités et mesures qu'il est prévu d'entreprendre aux niveaux national, intra-africain et international ont été intégrées dans le Plan d'action de Lagos. Par exemple, en ce qui concerne le commerce international, le Sommet de l'OUA avait préconisé des mesures aussi bien géographiques que structurelles pour diversifier la structure actuelle des échanges de l'Afrique, y compris l'étude et l'exploitation systématique du potentiel en matière de coopération commerciale et économique avec, notamment, les pays développés à économie planifiée. Les pays africains faisant preuve de cette volonté politique, les pays socialistes d'Europe orientale doivent également prouver qu'ils appuient le Plan d'action de Lagos.

^{5/} Plan d'action de Lagos en vue de la mise en oeuvre de la stratégie de Monrovia pour le développement économique pour l'Afrique, A/S-11/14.

43. Depuis l'adoption du Plan, les réunions de fonctionnaires gouvernementaux responsables des questions relatives à la coopération commerciale, financière et économique entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale ont traduit la détermination de nouer des relations plus étroites.

44. A cette fin, plusieurs conférences de ministres africains du commerce ont instamment prié tous les organismes intéressés de jouer pleinement le rôle qui est le leur en ce qui concerne la coopération commerciale et économique entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale. A sa troisième réunion tenue à Addis-Abeba du 9 au 14 mai 1984, le Comité ministériel chargé d'évaluer le progrès réalisé en ce qui concerne les questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique a conclu ses travaux en prenant les décisions ci-après :

a) Le Comité a convenu qu'il était nécessaire d'améliorer la structure des relations économiques internationales entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale, en particulier dans les domaines commerciaux, monétaires et financiers. Il a décidé d'étudier la possibilité d'instaurer un dialogue ou d'organiser des consultations, sans intermédiaire, entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale en vue, notamment, d'améliorer les conditions dans lesquelles une telle coopération pourrait se développer;

b) Le Comité a décidé de lancer un appel aux pays socialistes d'Europe orientale :

i) pour qu'ils allongent les échéances des prêts qu'ils accordent aux pays africains et,

ii) pour qu'ils rendent pleinement opérationnel le Fonds spécial créé au sein de la Banque internationale des Etats membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) pour financer des projets industriels des pays en développement 6/.

45. Ces décisions concrètes adoptées par la Conférence des ministres africains du commerce démontrent clairement l'importance qui est accordée à l'exploitation des structures commerciales non traditionnelles. Cela vaut également pour d'autres secteurs. C'est grâce à des décisions de ce genre que les organes internationaux qui desservent l'Afrique, notamment la CEA, se sentent obligés de rechercher les

6/ Rapport de la troisième réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés en ce qui concerne les questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique, E/ECA/CM.10/36, Annexe 1, mai 1984.

moyens de réaliser les objectifs que la région s'est fixés, dans le cadre du Plan d'action de Lagos. Ces décisions constituent également une raison de plus pour laquelle les pays socialistes d'Europe orientale devraient rechercher de nouveaux moyens pour répondre à l'invitation qui leur est faite de nouer des relations commerciales mutuellement bénéfiques avec leurs partenaires africains.

46. L'Afrique est incapable d'exporter les articles manufacturés aux pays socialistes d'Europe orientale en raison de sa base industrielle relativement faible et des coûts de production élevés qui en découlent. Aussi faut-il étudier sérieusement la question de l'accès réciproque aux marchés des deux groupes de pays. Il est nécessaire d'identifier et d'exploiter efficacement les débouchés potentiels en surmontant les obstacles que posent le manque d'information. Les connaissances relatives au potentiel de chaque région devraient être partagées afin que des échanges commerciaux puissent s'instaurer.

47. Les techniques de promotion commerciale utilisées jusqu'ici ont été déficientes, en particulier en ce qui concerne les produits africains. Il faut que les pays africains étudient sérieusement la question et évaluent de façon critique le potentiel en la matière plutôt que de continuer à adopter des positions figées. Les pays socialistes d'Europe orientale ont fait de progrès impressionnants en matière de promotion commerciale en ce qui concerne les échanges avec les pays africains. En conséquence, ils ont l'obligation de reconsidérer leur position en vue d'adopter des procédures plus souples et de prendre des décisions susceptibles de répondre aux aspirations de l'Afrique en matière de développement.

48. On a mentionné plus haut les efforts déployés par le secrétariat de la CNUCED, en particulier les études réalisées et présentées aux diverses conférences et aux réunions du Conseil du commerce et du développement. A toutes ces réunions le Groupe africain a joué un rôle important pour ce qui est d'identifier les objectifs réalisés en attendant la solution des problèmes en suspens. Une très importante instance est le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM). C'est à cet organe que l'Afrique doit lancer un appel pour qu'il œuvre davantage et instaure un dialogue direct en vue de régler les questions en suspens.

49. L'intensification des échanges entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale a pour objet de promouvoir des flux commerciaux stables, diversifiés et dynamiques. La réalisation de notre objectif est importante du point de vue du développement. Par exemple, lorsque les pays développés à économie de marché souffrent de déséquilibres économiques et adoptent des mesures protectionnistes qui ont pour effet de transmettre ces déséquilibres à l'Afrique dans le cadre de leur relation commerciale, les pays socialistes peuvent exercer une influence stabilisatrice ^{1/}. A cet égard, des mesures pourraient être adoptées en vue d'instaurer de nouvelles relations commerciales qui permettent à l'Afrique d'accroître ses exportations d'articles manufacturés.

^{1/} Voir CNUCED, Relations commerciales entre pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents et flux financiers qui en résultent, TD/280, Belgrade, juin 1983, tableau 3.

50. Afin de diversifier davantage la structure de leurs produits de base, les pays africains devraient accélérer la transformation de leurs structures de production, notamment en ayant recours à l'industrialisation et en transformant sur place leurs matières premières. Cela pourrait se faire par la conclusion d'un plus grand nombre d'accords intergouvernementaux bilatéraux et multilatéraux.

51. Les accords intergouvernementaux pourraient définir des objectifs à atteindre en ce qui concerne le volume des échanges grâce à des projets concrets de coopération entre les deux groupes de pays. Ces objectifs devraient être incorporés dans les plans des pays socialistes afin que les exportations africaines puissent accéder à leurs marchés. Puisque les pays socialistes d'Europe orientale accusent des excédents commerciaux avec les pays africains, ces échanges devraient se faire autant que possible en monnaies convertibles.

52. Des mesures commerciales directes, notamment les accords contractuels d'approvisionnement, pourraient remplacer les efforts faits actuellement par les pays socialistes en vue d'acheter des produits africains en passant par des intermédiaires ou des tierces personnes. Cela accroitrait de toute évidence le commerce d'exportation de produits tels que le café, le cacao et les bois tropicaux.

V. PERSPECTIVES DE COOPERATION DANS D'AUTRES DOMAINES ECONOMIQUES 8/

53. La coopération économique, technique, financière et scientifique entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale ne concerne jusqu'ici qu'un nombre relativement réduit de pays : essentiellement des pays d'Afrique du Nord et les pays de l'Afrique au sud du Sahara qui ont opté pour une voie socialiste. Au cours des dernières années cette coopération a eu tendance à s'intensifier et à intéresser d'autres pays africains. Chaque fois qu'une telle coopération s'est instaurée entre les deux groupes de pays, elle a été adaptée à la spécialisation en matière d'exportation des pays socialistes d'Europe orientale compte tenu des ressources dont disposaient les pays africains.

54. La coopération économique intéresse tous les secteurs de l'économie, y compris l'industrie lourde tels que la sidérurgie, les industries métallurgiques et de transformation des métaux, l'industrie pétrolière, les centrales électriques, les industries de fabrication de machines et de matériel et les agro-industries

8/ Le thème abordé dans cette section est extrait en partie d'une étude intitulée "Les conventions de Lomé : Cadre de bon voisinage" présentée par Jonathan H. Chileshe à un séminaire consacré par l'IDEP à Lomé III : ordre du jour pour l'Afrique, Dakar, 6 - 7 juillet 1984. Les questions examinées dans le cas de la Communauté économique européenne d'une part, et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'autre part, sont analogues à celles envisagées dans la présente analyse.

qui ont été créées dans divers pays africains avec l'aide des pays socialistes de l'Europe orientale. Ce type de coopération se fonde sur les notions d'indépendance économique accrue et d'exploitation plus poussée des ressources naturelles. Les pays socialistes d'Europe orientale pourraient contribuer à renforcer la coopération mutuelle dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles, la mise en place de capacités industrielles, du développement agricole et la création d'infrastructures en Afrique dans le cadre d'un programme intégré de développement.

55. Ce type de coopération économique tient compte du fait que les deux régions sont interdépendantes sur le plan des ressources. Il faut espérer que lorsque ces projets deviendront opérationnels, une partie de leur production sera exportée vers les complexes industriels en expansion rapide d'Europe orientale. A cet égard, les pays socialistes seront assurés d'un approvisionnement stable en matières premières et produits semi-finis, ce qui permettra aux producteurs et fournisseurs africains d'assurer une diversification géographique de leurs échanges susceptibles d'atténuer les répercussions des fluctuations des recettes d'exportation de l'Afrique qui sont souvent difficiles à prévoir et cycliques.

56. Les deux régions ont besoin l'une de l'autre dans le cadre des efforts qu'elles déploient pour diversifier la structure de leurs échanges et ainsi être moins tributaires des pays développés à économie de marché qui, ^{en} temps de crise, leur transmettent leurs difficultés, avec les effets catastrophiques que cela suppose. Ainsi, redresser les déséquilibres structurels du commerce de l'Afrique ne peut plus être la seule responsabilité des anciennes puissances coloniales. Les structures économiques doivent être corrigées avec l'assistance de tous ceux qui s'intéressent au bien-être de l'Afrique. En tout état de cause, les anciennes puissances coloniales ont apporté leur contribution en acceptant de conclure des accords de coopération dans le cadre des conventions ACP-CEE de Lomé. Si l'Afrique continue à compter excessivement sur les pays développés à économie de marché, elle aggravera sa dépendance économique, politique et sociale à l'égard d'un groupe particulier de pays.

VI. LE ROLE DU SECRETARIAT DE LA CEA

57. Agissant seul et en collaboration avec d'autres organisations, en particulier la CNUCED et l'OUA, le secrétariat de la CEA a, au fil des ans, fourni des services consultatifs, entrepris des études et organisé des séminaires à l'intention de la région africaine dans le domaine de la coopération commerciale et économique entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale.

58. A ce propos, un programme complet d'assistance technique pour le développement des échanges entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement a été établi dans le cadre du PNUD et de la CNUCED et a permis à la CEA et à la CNUCED d'organiser à Moscou et à Sofia, du 30 septembre au 12 octobre 1982,

un deuxième séminaire régional sur le développement des échanges entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale. Un premier séminaire régional avait été organisé à l'intention des pays africains à Moscou, Budapest et Varsovie en juin et juillet 1981.

59. L'objectif immédiat de ces séminaires auxquels ont participé des hauts fonctionnaires originaires de nombreux pays africains était de permettre à ces fonctionnaires d'accroître leur connaissance du système économique ainsi que des politiques et pratiques commerciales des pays socialistes d'Europe orientale.

60. Les participants aux deux séminaires régionaux ont recommandé que la CEA et la CNUCED, avec l'assistance financière du PNUD, intensifient leurs activités de formation dans le domaine des échanges avec les pays socialistes d'Europe orientale.

61. En novembre 1982, un projet de programme complet pour le développement des échanges entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale a été élaboré par la CEA en collaboration avec la CNUCED. Le PNUD a été invité à envisager la possibilité de financer ce programme dans le cadre de son troisième cycle de programmation. Les propositions n'ont pas abouti mais le travail se poursuivra en 1986 avec l'appui financier du Fonds d'affectation de l'URSS.

62. Le secrétariat de la CEA a continué à consacrer des rapports et des études à la question. L'étude la plus récente est intitulée "Accords de paiement entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale". Elle contient des renseignements sur la situation actuelle dans ce domaine et sera examinée ultérieurement à ce séminaire. Ces efforts sont cependant entravés par un manque de ressources. Le secrétariat de la CEA ne pourra jouer ce rôle crucial que s'il dispose de ressources supplémentaires.

63. En collaboration avec le secrétariat de l'OUA, la CEA s'attache à donner suite aux décisions prises par le comité ministériel à sa troisième réunion et, en particulier, à "étudier la possibilité d'instaurer un dialogue ou d'organiser des consultations, sans intermédiaire, entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale en vue, notamment, d'améliorer les conditions dans lesquelles une telle coopération pourrait se développer" 9/

64. La CEA espère que les efforts déployés en vue de donner suite à cette décision dans le cadre des activités inscrites au programme de travail du secrétariat dans ce domaine feront l'objet d'un rapport qui sera présenté à la huitième

9/ Ibid., E/ECA/CM.10/36, Annexe.

session de la Conférence des ministres africains du commerce prévue à Libreville (Gabon) en janvier 1985.

65. La coopération commerciale et économique entre pays dotés de systèmes économiques différents est un domaine qui, compte tenu de l'évolution récente de la situation mondiale, mérite de bénéficier d'une plus grande attention. Les enseignements tirés de la récente réunion de la CNUCED font apparaître une fois de plus que l'Afrique n'acceptera pas que ces aspirations soient ignorées ou sapées. Un appel a été lancé pour qu'un dialogue direct soit consacré aux questions en suspens. De même, la suite donnée à d'autres considérations également importantes doit être prise au sérieux afin que les deux groupes de pays puissent bénéficier de cette coopération.

66. Pour qu'une coopération commerciale et économique s'instaure entre les pays socialistes d'Europe orientale et d'Afrique, il est nécessaire de prendre les mesures au niveau national. Les gouvernements devraient indiquer qu'ils s'engagent sans réserve à nouer des relations à long terme avec les pays socialistes d'Europe orientale. Néanmoins, avant que des engagements de cette nature ne soient pris, il faudrait étudier soigneusement la question pour déterminer la nature et l'ampleur des avantages réciproques escomptés d'une telle coopération.

67. Certaines activités de coopération bilatérale entre les pays socialistes de l'Europe orientale et l'Afrique se sont déjà avérées bénéfiques. D'autres portent leurs fruits chaque fois qu'un gouvernement exprime le désir de voir s'instaurer une telle coopération. L'expérience acquise jusqu'ici étaye l'avis du secrétariat selon lequel les accords intergouvernementaux dans le domaine du commerce ou d'autres formes de coopérations économiques ont élargi cette coopération. Ainsi, les modalités de coopération commerciale future entre ces groupes de pays doivent reposer sur des accords à long terme portant création d'unités de production en Afrique capables d'exporter une partie de leur production aux pays socialistes de l'Europe orientale. A la longue le cadre institutionnel de coopération économique pourrait devenir une réalité. Ainsi, l'expansion future des échanges est liée à l'établissement d'un cadre juridique et institutionnel pour la conclusion d'accords gouvernementaux.

68. Les pays socialistes d'Europe orientale se préparent à assurer une croissance économique rapide dans l'avenir, ces accords pourraient permettre à l'Afrique d'accroître ses exportations de matières premières et d'articles manufacturés pour répondre à l'expansion des infrastructures industrielles d'Europe orientale. Ces accords permettront d'assurer un transfert de ressources entre les deux régions en mettant à profit la division internationale du travail.

69. La coopération multilatérale entre les pays africains et les pays socialistes devrait être renforcée pour contribuer à promouvoir la complémentarité des ressources et la spécialisation sous-régionales et régionales. Par exemple,

le CAEM pourrait coopérer soit avec un pays soit avec un groupe de pays dans le cadre des groupements économiques sous-régionaux et régionaux africains tels que la CEDEAO, la CEEAC ou la ZEP. En fait, une telle coopération stimulerait la croissance de la productivité dans les domaines agricole et industriel et celui des infrastructures.

70. Des accords de paiements multilatéraux souples contribueraient à promouvoir et à diversifier la structure de la production africaine. La conclusion d'accords de paiements multilatéraux par les pays membres du CAEM avec d'autres pays, en particulier ceux d'Afrique, contribuerait à développer les échanges entre les pays socialistes d'Europe orientale et l'Afrique. Les accords multilatéraux et bilatéraux devraient porter de plus en plus sur le secteur des transports et des communications afin de réduire les coûts de transports actuellement prohibitifs. Un autre domaine où des mesures doivent être prises d'urgence est celui de la promotion commerciale. Nul n'ignore que l'Afrique ne peut promouvoir des échanges avec des marchés non traditionnels comme ceux des pays d'Europe orientale parce que la région manque des moyens financiers. Une façon de surmonter ce problème serait, pour les pays socialistes d'Europe orientale, d'accroître leur aide financière aux pays en développement d'Afrique afin que ceux-ci puissent entreprendre des activités de promotion commerciale en vue de mieux faire connaître les produits africains sur les marchés d'Europe orientale.

71. On peut déduire de l'analyse qui précède que les possibilités de coopération et d'expansion des échanges entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe orientale n'ont pas été pleinement exploitées. Ainsi, il convient de prendre des mesures concrètes pour permettre à l'Afrique d'atteindre son objectif, à savoir la diversification de ses échanges, tant au point de vue géographique que pour ce qui est de la structure des produits, en particulier avec ses partenaires commerciaux non traditionnels d'Europe orientale. La réalisation de cet objectif stimulerait une croissance économique stable et accélérée. Par ailleurs, elle assurerait une transformation structurelle progressive et l'autonomie économique. Une répartition géographique équilibrée de son commerce extérieur protégerait l'Afrique de l'instabilité des prix de produits de base que le monde connaît aujourd'hui et d'une de ses recettes d'exportation ainsi que de l'inflation et des récessions qui sont le lot de ce groupe de pays dont l'Afrique est excessivement tributaire.

Tableau 1

pays en développement d'Afrique* par grandes classes de marchandises
 période 1967-1982, en millions de dollars courants des Etats-Unis

	1967		1970		1975		1980		1982	
	Valeur	(Part en %)	Valeur	(Part en %)	Valeur	(Part en %)	Valeur	(Part en %)	Valeur	(Part en %)
7960	(100)	(100)	12017	(100)	33956	(100)	93795	(100)	69085	(100)
5350	(67.2)	(59.2)	7115	(59.2)	11449	(33.7)	18923	(20.2)	14034	(20.3)
2070	(26.0)	(33.7)	4049	(33.7)	20633	(60.8)	71112	(75.8)	51493	(74.5)
507	6.4	6.9	836	6.9	1784	(5.3)	3358	(3.6)	3271	(4.7)
33	(0.4)	(0.1)	17	(0.1)	90	(0.3)	402	(0.4)	287	(0.4)

(non compris les métaux ferreux)

la section 68 (non compris les métaux non ferreux)
 les exportations totales et les exportations énumérées par catégorie.

Statistique, Nations Unies
 par an (1970-1982) (cumulé)
 15,7 p. 100
 5,8 p. 100
 23,6 p. 100
 12,1 p. 100
 6,7 p. 100

Tableau 2

Exportations totales des pays en développement d'Afrique* vers les grandes régions économiques et part en pourcentage dans les exportations totales, de 1967 à 1982, en millions de dollars									
1967		1970		1975		1980		1982	
Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
6640	(83.4)	9735	(81.2)	26505	(78.1)	78355	(83.5)	54598	(79.0)
3790	(47.6)	7308	(60.8)	16333	(48.1)	38525	(41.1)	31023	(44.9)
530	(6.7)	897	(7.5)	2255	(6.6)	2963	(3.2)	3650	(5.3)
350	(4.4)	671	(5.6)	1924	(5.7)	2915	(3.1)	2801	(4.1)
368	(4.6)	617	(5.1)	3033	(8.9)	9067	(9.7)	7589	(11.0)
7960		12017		33956		93795		69085	

* Le Zimbabwe jusqu'en 1980.
 Letin mensuel de statistique, Nations Unies.

Tableau 3

Evolution des pays en développement d'Afrique par classe de marchandises
 d'origine par grande région pour 1967 et 1982, en millions de dollars

	Pays développés à économie de marché				Pays à économie planifiée				Autres pays en développement			
	1967	1982	Part en %	Valeur	1967	1982	Part en %	Valeur	1967	1982	Part en %	Valeur
6640	(83.4)	54598	(79.0)	530	(6.7)	3650	(5.3)	370	(4.6)	7590	(11.0)	
1720	(78.5)	5141	(69.3)	115	(5.2)	600	(8.1)	145	(6.6)	1004	(13.5)	
33	(28.7)	12	(8.5)	36	(31.3)	3	(2.1)	28	(24.3)	87	(61.7)	
1700	(79.4)	3565	(72.4)	260	(12.1)	520	(10.6)	117	(5.5)	505	(10.3)	
265	(89.8)	148	(51.9)	13	(4.4)	39	(13.7)	12	(4.1)	56	(19.6)	
355	(55.5)	531	(56.5)	195	(30.5)	237	(25.2)	80	(12.5)	138	(14.7)	
170	(80.9)	674	(72.5)	24	(11.4)	125	(13.4)	6	(2.9)	104	(11.2)	
355	(97.7)	1169	(86.0)	9	(2.5)	38	(2.8)	1	(0.3)	80	(5.9)	
165	(91.7)	234	(76.0)	4	(2.2)	3	(1.0)	1	(0.6)	13	(4.2)	
1910	(92.3)	42615	(82.8)	6	(0.3)	2267	(4.4)	55	(2.7)	5282	(10.3)	
47	(99.4)	480	(47.1)	16	(16.8)	87	(8.3)	20	(21.1)	320	(31.4)	
9	(40.9)	171	(54.3)	1	(4.5)	1	(0.3)	2	(9.1)	21	(6.7)	
1230	(87.2)	2537	(70.0)	91	(6.5)	169	(4.7)	35	(2.5)	445	(12.3)	
23	(19.2)	255	(52.5)	67	(55.8)	78	(16.0)	15	(12.5)	38	(7.8)	
980	(96.1)	1003	(77.3)	19	(1.9)	67	(4.0)	10	(1.0)	236	(14.0)	

Source: la position 68 de la CTCI.

Statistique, Nations Unies.

Tableau 4

Importations de l'Afrique par principaux produits et part de ces importations dans les importations totales, 1970-1982, en millions de dollars

Catégorie					Produits	Part totale dans la valeur des produits importés par grande catégorie			
	1970	1975	1980	1982		1970	1975	1980	1982
Total	111835	40935	84362	79960	Total	100	100	100	100
Produits alimentaires, boissons et tabacs	1525	5656	12081	11453	Produits alimentaires, boissons et tabacs	12.9	13.8	14.3	14.5
	393	1711	3286	3255					
Produits primaires et matières premières (non compris les combustibles minéraux)	510	476	3606	3159	Produits primaires et matières premières (non compris les combustibles minéraux)	18.9	19.2	20.8	20.4
Produits agricoles et noix oléagineuses	25	64	88	87					
Combustibles	96	249	489	424	Combustibles	4.7	7.5	9.5	9.9
Graisses brutes	36	103	415	361					
Produits manufacturés	14	38	138	135	Produits manufacturés	76.2	73.8	70.1	66.5
Machines et matériel de transports	147	536	1189	1125	Machines et matériel de transports	38.6	73.8	37.4	37.5
Minéraux et produits	553	3060	8001	7933					
Articles textiles et vêtements	957	2910	6728	5231	Articles textiles et vêtements	8.1	5.0	5.1	4.7
Matériels de transport	4566	17118	31525	30088					
Produits manufacturés	3442	10164	20864	17941					
	685	2453	4091	3129					
	775	1603	3142	2870					
Produits manufacturés en métal	397	1488	3233	3183					
	184	457	1144	892					

grande catégorie d'articles et par grande région économique d'origine et part de
dans chaque catégorie d'importations, 1970-1983, en millions de dollars

Pays à économie de marché			Pays à économie planifiée			Autres pays en développement											
1982			1970			1982			1970			1982			1970		
Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %	
3,3	57879	(75,2)	1147	(9,7)	5767	(7,5)	864	(7,3)	11375	(14,8)							
8	8457	(72,8)	134	(8,9)	740	(6,5)	154	(10,1)	1794	(15,7)							
1	2741	(83,3)	32	(8,1)	13	(0,4)	34	(8,7)	505	(15,5)							
5	2017	(63,8)	92	(14,1)	256	(8,1)	78	(15,3)	641	(20,3)							
0	45	(51,7)	0	(0)	5	(5,7)	2	(8,0)	8	(9,2)							
8	3,5	(74,3)	4	(4,2)	6	(1,4)	22	(22,9)	89	(21,0)							
0	307	(85,0)	3	(8,3)	4	(11,4)	1	(2,8)	13	(3,6)							
4	27	(20,0)	2	(14,3)	0	(0)	6	(12,9)	43	(31,9)							
0	697	(62,0)	23	(15,6)	65	(5,8)	10	(6,8)	314	(27,9)							
4	2114	(26,6)	67	(12,1)	445	(5,6)	233	(42,1)	4399	(55,1)							
5	26028	(86,7)	4	(0,1)	160	(0,5)	63	(1,4)	1896	(6,3)							
5	4474	(85,5)	50	(5,2)	297	(5,7)	23	(2,4)	241	(4,6)							
3	13955	(77,8)	295	(8,4)	1692	(9,4)	310	(8,9)	2131	(11,9)							
7	2980	(95,2)	63	(9,2)	112	(3,4)	37	(8,4)	168	(5,4)							
9	1675	(58,4)	74	(9,5)	477	(16,6)	163	(21,0)	627	(21,8)							
2	456	(50,8)	16	(8,7)	134	(14,9)	47	(25,5)	313	(34,5)							
2	2895	(91,0)	9	(2,2)	64	(7,0)	14	(3,5)	236	(7,4)							

ristique, Nations Unies.

Tableau 6

Structure des exportations des pays en développement d'Afrique vers le monde et les pays socialistes de l'Europe orientale 1970-1982

(Part en pourcentage)

	Monde				Pays socialistes de l'Europe orientale			
	1970	1975	1980	1982	1970	1975	1980	1982
Alimentaires, animaux	24.7	15.5	10.2	10.7	34.9	30.6	31.0	16.8
Boissons, tabacs								
Autres non classifiées	20.5	14.0	6.4	7.1	40.8	37.4	15.0	11.9
Autres compris les								
Minéraux, et produits	32.5	59.9	75.5	74.5	4.0	11.3	47.6	65.9
Produits agricoles et végétaux (1)	1.7	1.2	0.4	0.4	0.3	0.4	0.0	0
Produits chimiques	1.1	1.0	1.3	1.5	3.1	3.2	1.7	1.7
Produits manufacturés	19.0	7.8	4.8	5.2	16.8	16.7	4.5	3.6
Matériel de	0.5	0.6	0.5	0.5	0.1	0.4	0.0	0

Annuaire mensuel de statistique, Nations Unies
Série à économie planifiée (Total)

Tableau 7

tations des pays en développement d'Afrique en provenance du monde
s pays socialistes de l'Europe orientale, 1970 - 1982

(Part en pourcentage)

		Pays socialistes de l'Europe orientale					
Monde		1970	1975	1980	1982	1970	1982
13.6	13.4	14.3	14.9	12.6	15.5	14.2	11.8
4.4	3.9	2.9	4.1	6.4	7.7	5.9	5.3
5.6	8.2	9.4	10.3	7.5	9.7	5.0	9.7
1.3	1.3	1.4	1.5	-	0.8	1.4	1.4
8.2	6.9	8.0	6.8	4.5	5.9	7.5	5.7
28.6	24.9	24.8	23.3	24.5	24.5	21.2	17.7
39.3	41.7	37.4	39.0	44.5	36.2	38.6	46.3
100	100	100	100	100	100	100	100

e (Total)

ique, Nations Unies.

Tableau 8

Valeur et tendance du commerce de l'Afrique en développement
vers les pays socialistes de l'Europe orientale, 1958-1982

Année	Exportations (f.o.b.)		Importations (f.o.b.)		Balance commerciale
	En millions de dollars E.U.	En pourcentage des exportations de l'Afrique vers le monde	En millions de dollars E.U.	En pourcentage des exportations de l'Afrique vers le monde	En millions de dollars E.U.
1958	225	4,8	235	3,9	-10
1959	255	5,3	220	3,7	+35
1960	300	5,7	240	3,7	+60
1961	285	5,3	335	5,1	-50
1962	260	4,6	335	5,3	-75
1963	345	5,6	410	6,1	-65
1964	360	5,0	440	6,0	-80
1965	455	5,9	610	7,5	-115
1966	480	5,8	590	7,2	-110
1967	460	5,5	710	8,5	-250
1968	530	5,4	630	7,1	-100
1969	660	5,8	730	7,3	-70
1970	779	6,3	997	8,4	-218
1971	837	6,5	1011	7,4	-174
1972	968	6,8	1080	7,2	-112
1973	1184	5,5	1284	6,3	-150
1974	1620	4,2	1906	6,0	-286
1975	2034	6,0	1057	4,8	+77
1976	1669	4,0	1891	4,4	-222
1977	1594	3,3	2508	4,8	-914
1978	1416	3,3	2913	5,1	-1497
1979	1494	2,4	2944	4,8	-1450
1980	2658	2,9	4291	5,1	-1233
1981	2628	3,4	4621	5,0	-1993
1982	3442	5,0	4994	6,0	-1152

Source : United Nations, Yearbook of International Trade Statistics, Various Issues.

Tableau 9

Commerce des pays socialistes de l'Europe orientale avec les
pays en développement d'Afrique, 1970-1980

(En millions de dollars E.U., Valeur f.o.b)

Origine et destination des exportations	1970	1975	1980
	Commerce total		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	997	1957	4291
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	779	2033	3460
	Produits alimentaires, boissons, tabacs (CTCI 0+1)		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	103	281	1980
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	263	626	1073
	Matières brutes (CTCI 2+4)		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	65	143	309
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	329	761	418
	Engrais bruts et minéraux (CTCI 2)		
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	24	239	164
	Combustibles minéraux et lubrifiants (CTNI 3)		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	67	179	207
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	31	230	1646
	Produits chimiques (CTCI 5)		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	39	108	320
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	21	66	60
	Articles manufacturés (CTNI 6+8)		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	208	452	911
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	133	340	157
	Fils et tissus (CTCI 65)		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	34	77	121
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	86	182	105
	Machines et matériel de transport (CTCI 7)		
Des pays socialistes de l'Europe orientale vers l'Afrique	421	669	1655
De l'Afrique vers les pays socialistes de l'Europe orientale	1	3	

Source : Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique, vol. XXXVI, No.5 (mai 1982).

Tableau 10

Part des l'un des deux groupes des pays socialistes de l'Europe orientale et des pays en développement de l'Afrique dans le commerce extérieur de l'autre, 1970-1980 (En pourcentage)

	1970	1975	1980
Commerce total (CTCI 0-9)			
1. Part de l'Afrique dans les exportations des PSEO a/	3.3	2.5	2.7
2. Part de l'Afrique dans les importations des PSEO	2.7	2.5	2.4
3. Part des PSEO dans les exportations de l'Afrique	6.5	6.0	3.7
4. Part des PSEO dans les importations de l'Afrique	8.4	4.8	5.0
Produits alimentaires, boissons, tabacs (CTCI 0+1)			
1. Part de l'Afrique dans les exportations des PSEO	3.3	4.4	6.3
2. Part de l'Afrique dans les importations des PSEO	7.3	5.6	4.8
3. Part des PSEO dans les exportations de l'Afrique	8.7	12.6	11.2
4. Part des PSEO dans les importations de l'Afrique	6.8	5.0	5.0
Matières brutes (CTCI 2+4)			
1. Part de l'Afrique dans les exportations des PSEO	2.1	2.1	2.8
2. Part de l'Afrique dans les importations des PSEO	10.3	11.7	4.6
3. Part des PSEO dans les exportations de l'Afrique	13.5	15.8	7.9
4. Part des PSEO dans les importations de l'Afrique	12.7	9.7	8.5
Combustibles (CTCI 3)			
1. Part de l'Afrique dans les exportations des PSEO	2.3	1.3	0.5
2. Part de l'Afrique dans les importations des PSEO	1.9	3.0	8.3
3. Part des PSEO dans les exportations de l'Afrique	0.8	1.1	2.3
4. Part des PSEO dans les importations de l'Afrique	12.1	5.8	2.6
Produits chimiques (CTCI 5)			
1. Part de l'Afrique dans les exportations des PSEO	2.6	2.6	4.1
2. Part de l'Afrique dans les importations des PSEO			
3. Part des PSEO dans les exportations de l'Afrique			
4. Part des PSEO dans les importations de l'Afrique	4.1	3.7	4.7
Articles manufacturés (CTCI 6+8)			
1. Part de l'Afrique dans les exportations des PSEO	2.7	2.7	3.2
2. Part de l'Afrique dans les importations des PSEO	1.7	1.6	0.5
3. Part des PSEO dans les exportations de l'Afrique	5.8	12.6	3.4
4. Part des PSEO dans les importations de l'Afrique	6.0	4.4	4.4
Machines et matériel de transport (CTCI 7)			
1. Part de l'Afrique dans les exportations des PSEO	4.4	2.7	3.6
2. Part de l'Afrique dans les importations des PSEO	1.3	2.0	-
3. Part des PSEO dans les exportations de l'Afrique	0.8	1.1	2.3
4. Part des PSEO dans les importations de l'Afrique	12.1	5.8	2.6

a/ Pays socialistes de l'Europe orientale.